

LES CONSÉQUENCES DU VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION

La natalité baisse, et la proportion de retraités dans la société va continuer d'augmenter, nous dit l'Insee. Le déclin démographique est-il si mauvais pour l'environnement, la croissance, l'emploi et les finances publiques ?

La baisse de la natalité peut aider à résoudre quelques difficultés que connaît la France

La chute du nombre de naissances peut aider à réduire le chômage, apaiser les tensions sur le logement et élever la qualité du système éducatif, estime l'ancien rédacteur en chef d'« Alternatives économiques » **Guillaume Duval**

Le contexte

Le 13 janvier 2026, l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) a publié son bilan démographique et annoncé que le solde naturel de la France était désormais négatif : il y a plus de décès que de naissances. Au 1^{er} janvier, les personnes de plus de 65 ans sont presque aussi nombreuses que les moins de 20 ans (22,3 % contre 22,5 %), souligne l'Insee. Le vieillissement devrait s'accroître à partir de 2030 pour culminer en 2050 : les plus de 65 ans représenteraient alors près d'un tiers (27,5 %) de la population. Cette évolution transforme en profondeur l'équilibre entre populations active et inactive, les finances publiques, le marché du travail et la structure de la consommation. Si le vieillissement peut freiner la croissance potentielle et accroître les dépenses de retraite et de santé, il génère aussi de nouvelles occasions dans les secteurs des services, du soin ou de la « silver économie ».

Le bilan démographique de la France pour l'année 2025, que l'Insee a publié le 13 janvier, fait apparaître pour la première fois un solde naturel négatif. Le nombre des morts, en nette augmentation, a excédé celui des naissances. Cette publication a suscité une énième poussée de discours déclinistes et les appels au « réarmement démographique », selon la formule utilisée par le président de la République, Emmanuel Macron, en 2024, se sont multipliés. Pourtant il s'agit d'une évolution qui n'est pas aussi négative qu'on le dit pour la France elle-même : elle peut nous aider à résoudre quelques-unes des plus graves difficultés que le pays rencontre aujourd'hui, même si elle en pose d'autres aussi.

Cette évolution n'est pas spécifique française : c'est plutôt la situation antérieure qui constituait une exception avec une fertilité des femmes qui restait singulièrement élevée dans notre pays. On observe la même tendance chez tous nos voisins européens. Le niveau de fécondité est le même aux États-Unis qu'en France et la décroissance démographique est beaucoup plus marquée en Chine, en Corée du Sud ou au Japon. On observe en fait la même tendance sur toute la planète, sauf en Afrique subsaharienne (pour l'instant).

Cela implique que les discours qui mettent en avant la perte de compétitivité économique ou la perte de poids politique qu'une baisse de la population impliquerait n'ont pas de sens : la Chine elle-

même, la grande puissance qui monte actuellement, devrait être beaucoup plus handicapée que la France et l'Europe par son évolution démographique au cours des prochaines décennies.

Pourquoi fait-on moins de bébés ? Les causes sont multiples : difficultés à se loger, à combiner éducation des jeunes enfants et activité professionnelle, désir de profiter davantage de sa vie et de son temps, inquiétude pour l'avenir du pays et de la planète... sans qu'il soit possible de quantifier précisément chacun de ces facteurs. On sait aussi que partout les politiques publiques natalistes, même très volontaristes, n'ont en réalité qu'un effet marginal sur ces tendances lourdes. Cette évolution est par ailleurs très positive sur le plan écologique. Quand je suis

né, en 1957, il y avait 2,7 milliards d'êtres humains sur la Terre. Aujourd'hui, il y en a 8,1, exactement trois fois plus. Et ils rêvent tous – et c'est tout à fait normal – de pouvoir un jour consommer autant que nous. Même s'il y a encore de très fortes inégalités à ce niveau, la croissance démographique massive des dernières décennies entretient clairement un rapport étroit avec la forte dégradation de l'environnement qu'on a observée parallèlement à l'explosion des émissions de gaz à effet de serre, l'effondrement de la biodiversité, la déforestation, la dégradation des sols, la raréfaction de l'eau douce, la pollution plastique et chimique... qui menacent de rendre la planète inhabitable.

Bousculer nos manières de penser

Les arbres ne montent pas jusqu'au ciel et si cette croissance démographique doit s'arrêter, mieux vaut que cela passe par une diminution du nombre des naissances plutôt que par les guerres et les épidémies qui ne manqueraient pas de se multiplier sur une planète qui ne peut plus supporter des humains trop nombreux qui la détruisent.

Par ailleurs, sur le plan national, cette évolution devrait aider à détendre assez rapidement la situation du marché du logement, ce qui est un des principaux problèmes que connaît aujourd'hui le pays. C'est à la fois un problème social – pour la jeunesse – et économique puisque le coût trop élevé du foncier, qui résulte de ces tensions, affecte la compétitivité des entreprises du pays. Cette situation peut se dénouer sans qu'on ait à artificialiser davantage encore le territoire. La baisse de la démographie devrait aussi nous aider à résoudre une autre des plus graves diffi-

cultés que connaît le pays actuellement : la mauvaise qualité et le caractère profondément inégalitaire de notre système éducatif. Avec la baisse du nombre d'enfants, on va pouvoir s'attaquer à ce problème sans avoir besoin d'accroître les dépenses publiques dans un contexte très tendu sur ce plan.

Certes, il nous faudra aussi vivre durablement avec une proportion importante de personnes âgées dans la population, tant qu'un nouvel équilibre démographique ne sera pas atteint. Il faudra subvenir à leurs besoins et s'occuper d'elles, notamment quand elles deviennent dépendantes.

Mais, outre que le vieillissement de la population va contribuer à régler notre problème chronique de chômage pour un long moment, tous les pays de la planète vont connaître une situation similaire, comme on l'a vu précédemment. Un système social dont le financement ne pourrait reposer que sur une croissance démographique infinie, cela porte un nom : une pyramide de Ponzi.

La nouvelle transition démographique implique des bouleversements sociaux et sociétaux majeurs qui bousculent nos habitudes et nos manières de penser. Mais il vaut mieux faire avec que de rêver d'un retour, probablement impossible et de toute façon non souhaitable, à une croissance démographique supposée infinie. ■

Guillaume Duval est essayiste, ancien rédacteur en chef d'« Alternatives économiques », coprésident du Club Maison commune

LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE MASSIVE DES DERNIÈRES DÉCENNIES ENTRETIENT UN RAPPORT ÉTROIT AVEC LA DÉGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT

Moins de naissances, plus de pression fiscale sur les actifs

Les deux économistes du Rexecode **Denis Ferrand** et **Olivier Redoulès** appellent à augmenter le taux d'emploi des seniors et des jeunes

En 2025, la France a compté pour la première fois depuis 1945 moins de naissances que de décès, sous l'effet d'une chute de la natalité. Le basculement vers un solde naturel négatif a lieu dix ans plus tôt que ce qui était prévu par les dernières projections de l'Insee datant de... 2021. La population croît encore, du fait du solde migratoire positif, mais, d'après les projections de l'INED [Institut national d'études démographiques] actualisées en 2025, elle pourrait baisser après 2040. La France se dirige vers une attrition démographique qui soulève d'importants défis macroéconomiques et sociétaux.

A court terme, la baisse de la natalité n'est pas forcément une mauvaise nouvelle. Cela fait au fond moins de bouches à nourrir, au moment où le pays doit mobiliser des ressources pour se désendetter, se réarmer et se décarboner. La baisse d'un quart des naissances depuis 2010 va alléger la pression sur nos services publics, à commencer par les écoles. Mais ne nous y trompons pas : moins de naissances aujourd'hui, c'est moins de bras demain. Or la pro-

quantité de travail, c'est-à-dire du nombre total d'heures travaillées. Cette circonstance est d'autant plus cruciale que le vieillissement de la population induit une hausse de la demande de services (santé, soins personnels...) intensifs en main-d'œuvre, au moment précis où celle-ci se trouve progressivement amputée par le départ à la retraite des générations aujourd'hui les plus nombreuses.

Avec la part des plus de 65 ans qui devrait passer de 22 % en 2025 à 29 % en 2070, la dépense publique s'alourdirait de 4 points de PIB d'après la Cour des comptes, du fait des dépenses de retraites et de maladie, et ce malgré les éco-

LE VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION INDUIT UNE HAUSSE DE LA DEMANDE DE SERVICES INTENSIFS

nomies induites par la baisse des naissances. La pression fiscale et sociale s'exerçant sur les actifs va s'amplifier, à défaut de penser des recettes alternatives.

La France travaille moins d'heures par habitant en âge de travailler que de nombreux pays ayant un niveau de richesse comparable. Elle dispose donc d'un gisement de travail à mobiliser. Dans une étude de Rexecode publiée en mars 2025, nous estimons que 4 millions d'emplois seraient créés si nous étions aussi nombreux à travailler que dans des pays comme la Suède.

Ici réside la véritable justification du report de l'âge de départ à la retraite : augmenter le taux d'emploi des seniors, qui a déjà plus que doublé en vingt-cinq ans mais reste bas en comparaison européenne. Il y a aussi beaucoup d'emplois à créer chez les jeunes, dont 1,4 million d'entre eux ne sont ni en études, ni en emploi, ni en formation. Ce serait certes pour partie des emplois à temps partiel, mais les salariés à temps complet pourraient aussi travailler plus d'heures pour s'aligner avec leurs collègues euro-

seniors suppose de maintenir les personnes capables de travailler, tant sur le plan physique et cognitif que sur celui de l'employabilité et des compétences.

La hausse récente de l'emploi des seniors en France et ailleurs montre qu'il est possible de rester actif de plus en plus longtemps. Le Fonds monétaire international (FMI) observe que « the 70s are the new 50s » (« les septuagénaires sont les nouveaux quinquagénaires ») sur le plan cognitif, avec des perspectives d'allongement de la vie active à hauteur des gains d'espérance de vie. Vieillir en bonne santé devient ainsi un impératif autant économique que social.

Impact de l'immigration

Contrairement à d'autres pays comme le Japon, l'Allemagne ou les Pays-Bas, la France ne dispose pas d'un patrimoine net à l'international qui pourrait lui procurer un peu de grain à moudre. C'est plutôt l'inverse : elle est endettée vis-à-vis du reste du monde (de 670 milliards d'euros fin 2024). La charge de la dette externe va donc peser sur notre revenu national, alors même que les effets

là où le Japon ou l'Allemagne tirent des ressources nettes de leurs investissements à l'étranger et se muent en véritables rentiers. Il est encore temps d'anticiper ce trou d'air en constituant un fonds de capitalisation collectif investi dans la croissance mondiale. Les retraités actuels, qui ont épargné l'essentiel des revalorisations récentes de pensions, selon l'Insee, pourraient contribuer à cet effort collectif à l'égard des générations futures. Ce serait un geste de solidarité intergénérationnelle, pour éviter que le niveau de vie des retraités futurs ne décroche trop par rapport au reste de la population.

Ce fonds pourrait aussi financer des investissements dans la robotisation et l'automatisation en France, qui sont des leviers pour augmenter la productivité nationale. Naturellement un tel fonds devrait être protégé de la tentation naturelle des gouvernements futurs de le dilapider pour des objectifs politiques de court terme.

L'immigration est souvent mentionnée comme une réponse évidente au ralentissement démographique. Pourtant, son impact

traduit pas systématiquement par un gain économique pour la nation. Celui-ci dépend du niveau d'intégration sur le marché du travail mais aussi de la productivité des travailleurs immigrés par rapport aux travailleurs déjà présents.

Pour la France, en particulier, la Cour des comptes souligne [dans un rapport de décembre 2025] que l'impact de l'immigration sur les finances publiques est neutre ou légèrement négatif, en raison notamment du taux d'emploi plus faible des immigrés. Leur contribution aux recettes publiques serait en moyenne inférieure de 15 % à 20 % à celle des autochtones, pour un recours aux services publics jugé équivalent. Ces constats invitent à mieux prendre en compte, dans l'élaboration et le pilotage de notre politique migratoire, ses effets nets sur l'économie et les finances publiques. ■

Denis Ferrand est directeur général de Rexecode ; **Olivier Redoulès** est directeur des